

« Dans les métropoles, ceux qui défendent la mixité sociale deviennent minoritaires »



Directeur de recherche au CNRS, directeur d'études à l'EHESS et directeur du centre Maurice-Halbwachs, Serge Paugam est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la pauvreté, la précarité et la solidarité*. Il dirige la collection « Le lien social » et la revue *Sociologie* éditées au PUF.

En France, les discours politiques stigmatisant les pauvres sont plus fréquents qu'il y a trente ou quarante ans. Comment expliquez-vous cette évolution ?

C'était particulièrement clair sous la présidence de Nicolas Sarkozy, mais c'est aussi vrai sous celle d'Emmanuel Macron. Beaucoup gardent en tête certaines phrases comme « le meilleur moyen de se payer un costume, c'est de travailler » ou « il suffit de traverser la rue pour trouver un travail ». Cela correspond à l'essor du libéralisme depuis les années 1980, à

la persistance du chômage et à la crise de la société salariale. En France, au moins jusqu'en 1998, année où est votée la loi de Martine Aubry contre les exclusions (1), la solidarité à l'égard des plus démunis s'impose de façon assez consensuelle. Des solutions diverses sont expérimentées pour faire reculer ce que l'on a appelé la « nouvelle pauvreté » dans un premier temps, puis l'exclusion sociale. En 1988, le revenu minimum d'insertion (RMI) a été adopté quasi à l'unanimité ! La Nation considérait alors qu'elle avait une dette envers les pauvres et qu'il était normal de leur venir en aide. La création à cette époque d'associations telles que Habitat et Humanisme s'inscrit d'ailleurs dans cette logique, puisque son but est de lutter contre la relégation des familles pauvres loin des centres-villes. Dans les années 1980, la gauche au pouvoir a dû affronter la crise économique et l'augmentation du chômage en préconisant des mesures d'aide et d'accompagnement social des plus pauvres que la droite, à son retour au pouvoir, n'a pas remis en question, tant elle était confrontée elle aussi au constat inquiétant d'une dégradation de la situation économique et sociale. C'est d'ailleurs pour cette raison que de nombreuses personnalités de droite affichaient sans hésitation leur « fibre sociale » et ont soutenu le RMI. Le 10 janvier 1989, le fameux discours de l'abbé Pierre contre la pauvreté dans la cadre du colloque sur « les nouvelles solidarités » organisé à la Sorbonne fut un grand moment d'effervescence collective. L'espoir de faire reculer la pauvreté était réel. C'est d'autant plus remarquable que le volontarisme de la France dans la lutte contre l'exclusion contrastait à cette époque avec la politique menée en Grande-Bretagne, dans les années Thatcher et celles qui suivirent : les budgets sociaux avaient été laminés et l'heure était à la culpabilisation des pauvres. Rappelons qu'en 1995, Jacques Chirac est élu après avoir organisé sa campagne sur le thème de la « fracture sociale », ce qui témoigne d'une grande attention collective à ce problème.

Comment en sommes-nous arrivés à ce degré de crispation ?

Après les émeutes urbaines de 2005 et le climat de violence qui les a accompagnées, la question de l'insécurité devient un sujet de préoccupation sociale et politique. Ces émeutes durent plus d'un mois sans qu'on les comprenne vraiment, car il n'y a pas de revendication. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, promet de « nettoyer les quartiers au Kärcher » et de les « débarrasser de la racaille ». La sécurité est le thème central de la campagne de 2007. Il faut apporter une réponse autoritaire au problème des banlieues. Ce thème de l'insécurité était déjà présent en 2002, puisque l'élection présidentielle avait eu lieu un an après les attentats du World Trade Center à New York. La nouveauté, en 2007, c'est que les candidats de gauche s'alignent sur le discours sécuritaire de la droite.

Mais lors de cette campagne pour l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy reprend aussi un autre thème qui s'est peu à peu installé dans le débat social : la critique de l'assistanat. La violence vient des quartiers dits « assistés », il faut donc obliger les pauvres à travailler. Alors qu'au moment du vote sur le RMI en 1988, personne ne parlait des « mauvais pauvres », la stigmatisation à l'égard de ces derniers refait ainsi son apparition lors de cette campagne. Le magazine *Le Point* multiplie les Unes sur « La France assistée ». Des émissions de télévision montrent des fraudeurs, dénoncent ceux qui profitent indûment des aides publiques en instillant l'idée que l'argent ne va pas à ceux qui en ont le plus besoin, aux plus méritants. Résultat, la méfiance grandit vis-à-vis des institutions dédiées à la solidarité et on culpabilise aussi ceux qui les accompagnent.

Les classes moyennes ne se sentent plus en sécurité...

Elles sont frustrées de ne pas accéder au bien-être qu'elles pensent mériter. L'idée d'un déclin du pays se généralise. Plus précisément, les « petits moyens », ce sont typiquement

les classes populaires qui ont pu acheter un pavillon près des cités difficiles concentrant les problèmes (pauvreté, délinquance...). Elles sont sensibles au discours sécuritaire car elles cherchent à créer une frontière entre elles et les habitants des cités. Dans leur esprit, le mérite s'oppose à l'assistanat. N. Sarkozy répond aux angoisses de ces « petits moyens » qui ont besoin d'être rassurés. Se produit alors exactement ce que redoutait l'abbé Pierre : la société française se divise en groupes qui s'opposent.

Le creusement des inégalités sociales est-il inévitable ?

D'abord, il faut relativiser : les inégalités sociales sont beaucoup plus fortes dans un pays comme le Brésil. Songez aux *favelas* de Rio ou de Sao Paulo, cela n'existe pas à Paris ! Chez nous, les quartiers les plus riches sont entourés de quartiers qui sont riches eux aussi. Il faut se déplacer loin pour voir la pauvreté, la banlieue n'est pas toute proche. À Paris, la ségrégation spatiale s'est accrue au cours des dernières décennies par le biais de la hausse des prix de l'immobilier. On observe un repli des riches sur eux-mêmes. Leur vie est de plus en plus concentrée dans un espace qui favorise la reproduction sociale, notamment à travers la fréquentation des écoles les plus réputées. Ce système d'entre-soi visible entérine l'idée qu'on est mieux dans un espace avec ses semblables.

Mais il s'accompagne d'une mise à distance d'autres groupes sociaux jugés inférieurs ou indésirables dont la co-présence est vécue comme un risque (insécurité, violence, rupture en termes de goût et de valeur dans le voisinage...). Le fossé s'est ainsi creusé entre ces classes supérieures détentrices d'un réel pouvoir économique et les autres classes sociales, y compris les classes moyennes de plus en plus acculées à résider dans des espaces économiquement plus accessibles de la périphérie.

Les autres, c'est-à-dire les pauvres mais aussi les classes moyennes, sont indésirables...

Pour les classes supérieures, la distinction avec les pauvres va de soi. Dans le cas francilien, la plus grande partie des classes populaires habite à distance des beaux quartiers, si bien que les interactions sont plutôt rares. En fait, elles cherchent surtout à se démarquer des classes moyennes, plus proches d'elles et vis-à-vis desquelles elles tiennent à affirmer leur supériorité statutaire et à défendre leurs avantages. Les travaux de Pierre Bourdieu, dans les années 1960 et 1970, ont mis en lumière comment les classes supérieures se distinguent des autres couches sociales par leurs goûts et leurs pratiques culturelles. Elles justifient ainsi leur supériorité et, par conséquent, leurs privilèges. Plus récemment, les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont montré que les quartiers riches devenaient des lieux inaccessibles. Les plus aisés y construisent un univers de plus en plus hermétique au monde extérieur. Leur principale motivation est l'idée que la mixité sociale est invivable. Le lien de filiation qui favorise la reproduction sociale y est plus fort que le lien de citoyenneté.

Comment la mixité sociale, qui était un idéal dans les années 1980, est-elle devenue un repoussoir ?

Il existe dans les beaux quartiers une fracture morale : des personnes aisées ont le sentiment d'être supérieures et transmettent des valeurs qui leur sont propres. Pour des raisons identitaires et stratégiques en termes de reproduction sociale, ils tiennent à ce que leurs enfants grandissent dans des quartiers et fréquentent des écoles « qui leur correspondent ». Et ils définissent de façon très élitiste et restrictive la classe sociale à laquelle ils s'identifient ou à laquelle ils aspirent et qu'ils prennent pour modèle. Lors des rares occasions où cet ordre

moral local est effectivement « menacé » par la perspective d'une mixité avec des classes populaires, on observe des réactions violentes. La mixité sociale est perçue comme un risque pour la bourgeoisie qui a un patrimoine à transmettre.

Mais cette bourgeoisie « patrimoniale » n'est pas la seule à rechercher l'entre-soi. Des cadres supérieurs, qui ne sont pas issus de cette bourgeoisie conservatrice mais qui disposent de revenus élevés et peuvent vivre dans des résidences de luxe situées dans des quartiers refondés, comme à Levallois par exemple, cherchent également à se préserver de la classe moyenne. Dans des quartiers gentrifiés, comme la rue Montorgueil à Paris, de nombreuses personnes travaillant dans les arts, la culture et les médias, cultivent également une forme d'entre-soi. Un même phénomène s'observe dans d'autres couches de la population qui essaient aussi, à leur manière, d'éviter la mixité sociale, même si elles n'y arrivent pas aussi bien. Pas très loin des quartiers populaires, on crée en effet des résidences sécurisées pour classes moyennes.

Si le fossé entre riches et pauvres se creuse en France, il reste beaucoup moins marqué que dans les pays des Suds, notamment dans les pays émergents comme l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Chine...

En Inde et au Brésil, la stigmatisation des plus démunis fait partie du discours ordinaire des habitants des beaux quartiers. Il s'agit d'abord d'un discours sur le caractère indésirable des pauvres, avec des sentiments qui vont de la peur au dégoût. À Sao Paulo, où la criminalité est très forte, les pauvres sont considérés comme dangereux. Les riches évitent de se promener à pied dans leur quartier, ne prennent qu'exceptionnellement les transports en commun, ne sortent plus dans les espaces publics, évitent tous les lieux où ils peuvent être en contact avec les classes populaires pour se réfugier dans des résidences hautement sécurisées... Les pauvres sont aussi soupçonnés d'être sales, voire porteurs de maladies contagieuses.

On observe un phénomène similaire en Inde. Quand a été émise l'idée de contraindre les écoles de la grande bourgeoisie indienne à accueillir des élèves de milieux défavorisés, les habitants des beaux quartiers ont cherché à se protéger des pauvres. Pour les riches des pays en développement, l'idée de la mixité sociale n'est pas supportable. Et pour justifier l'éloignement des personnes démunies, les classes les plus aisées se construisent un système de rationalisation fondé sur la neutralisation de la compassion à l'égard des pauvres. Il s'agit en quelque sorte de la fabrication d'une bonne conscience d'être aussi riche face à une misère effroyable, une justification théorique de la société inégale telle qu'elle est. En Inde et au Brésil, les habitants des beaux quartiers considèrent qu'il y a des êtres « naturellement » plus intelligents et talentueux que les autres. Par conséquent, il est normal qu'il y ait des pauvres et il faut accepter un ordre inégal contre lequel on ne peut rien. Cette conception de la supériorité naturelle des riches est fortement ancrée dans les représentations des sociétés les plus inégalitaires. Politiquement, elle se traduit par une condamnation systématique des programmes sociaux, considérés comme inutiles ou inefficaces.

Un telle situation est-elle imaginable en France ?

En France, la situation est différente : la plupart des gens reconnaissent l'importance des déterminismes sociaux. Rares sont ceux qui affirment à haute voix que les pauvres sont « naturellement » pauvres. La justification des inégalités est plus subtile : on met en avant son travail, les efforts consentis, les grandes écoles fréquentées... La plupart des riches soutiennent d'ailleurs la lutte de l'État contre la pauvreté, mais on observe parallèlement une remise en cause de la légitimité des programmes sociaux et une stigmatisation de

« l'assistanat ». Comme au Brésil, on met en cause les « effets pervers » des lois sociales, c'est-à-dire la paresse. Les aides sociales encourageraient la tendance au désœuvrement des pauvres et les empêcheraient de s'en sortir par eux-mêmes. En gros, les aider financièrement ne serait pas un service à leur rendre. Emmanuel Macron, lui-même, a fait preuve d'un certain mépris de classe en usant de façon intempestive d'expressions stigmatisantes pour qualifier les pauvres ou les chômeurs – on se souvient des « fainéants », des « gens qui ne sont rien », des « illettrés » et les propos sur le « pognon de dingue » que représentent les aides sociales. Ces propos surprennent dans la bouche d'un homme politique dont l'objectif affiché est de renforcer la cohésion nationale. Il s'agit peut-être de maladresses mais elles traduisent un décalage inquiétant entre le monde des catégories supérieures et la réalité des gens qui vivent dans la pauvreté.

À Paris, en 2016, des réactions violentes ont été observées lorsqu'un centre pour SDF a été installé dans le 16^e arrondissement. Quarante mille personnes ont signé une pétition contre ce projet, sans succès. Que révèle cet épisode ?

Il faut faire la part des choses : nous ne sommes pas dans un système qui rejette systématiquement les pauvres. Encore une fois, Paris n'est pas Sao Paulo. En France, les populations de diverses classes sociales se côtoient encore, dans le métro, dans les médiathèques, dans les parcs... Dans le 16^e arrondissement, l'installation du centre pour SDF que vous évoquez a été vécue comme un affront et l'intolérance des riverains était manifeste. Les plaintes se sont multipliées, notamment par crainte d'une dévalorisation et d'une chute du prix de l'immobilier. Les arguments avancés étaient du style : « nous ne sommes pas contre la solidarité, mais ces personnes seront mieux ailleurs » ou « les étrangers ont des habitudes en matière d'hygiène différentes des nôtres ».

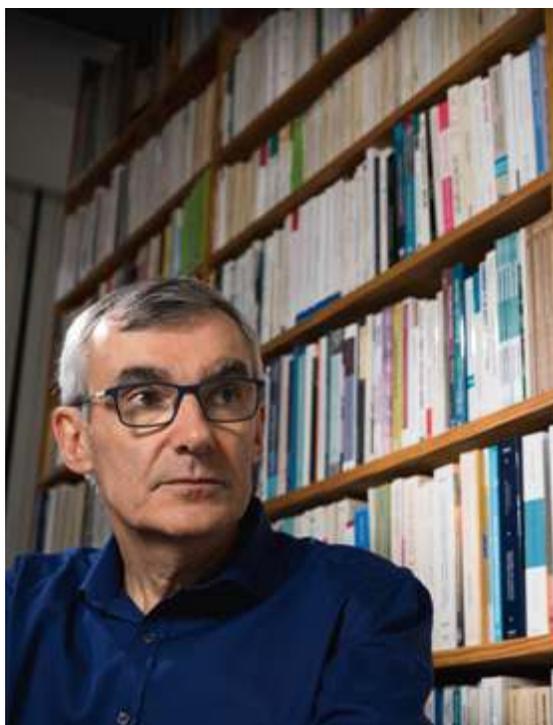
En réalité, les habitants refusaient de voir déambuler dans leurs rues des populations qui ne correspondaient pas à leur idée du quartier. Le fait que ces propos aient été tenus à voix haute et à visage découvert est révélateur. Dans les années 1980, époque de l'abbé Pierre, des Restos du cœur de Coluche, de la création de l'association ATD Quart Monde, ces discours ouvertement hostiles aux pauvres et aux étrangers auraient été jugés sévèrement. En 40 ans, la parole s'est libérée. En 2013, Manuel Valls a prononcé un discours stigmatisant sur les Roms, selon lui, « incapables de s'intégrer ». Après N. Sarkozy, il a contribué à faire sauter le verrou du politiquement correct et libéré un discours raciste à l'égard de cette population.

L'idéal de mixité sociale a-t-il vécu ?

Il existe chez les classes supérieures une volonté manifeste de se couper des couches populaires qui passe notamment par le choix des écoles. L'école républicaine est totalement contournée. Il y a une volonté de sécession d'une partie de la population, qui préfère éviter tout contact de ses enfants avec les enfants des plus pauvres car cela pourrait être pour eux un handicap social. La confiance dans notre système scolaire s'est effondrée et des stratégies d'affranchissement par rapport à ce système se sont mises en place. Chez les classes supérieures, cela tourne à l'obsession : elles ont une connaissance assez précise aujourd'hui de la rentabilité de tel quartier, de telle école, notamment à travers les résultats du baccalauréat. Les plus pauvres sont généralement les moins bien informés et les catégories moyennes, qui persistent à jouer le jeu républicain, sont considérées comme des idéalistes, comme s'il était naturel d'aller contre la mixité sociale ! Je crains que ceux qui défendent la mixité sociale deviennent de plus en plus minoritaires dans les grandes métropoles.

La France pourrait-elle un jour ressembler au Brésil, un pays où la séparation physique entre riches et pauvres est très marquée ?

À Sao Paulo ou à Delhi, les services privés sont très développés, notamment pour l'école et la santé, et les riches n'utilisent pas les services publics. En France, c'est très différent, car les écoles les plus prestigieuses sont publiques et notre système de santé, qui est public, est utilisé par tous, même si les moyens de ce dernier peuvent être jugés insuffisants. En Inde et au Brésil, le problème, c'est que les inégalités ne peuvent pas se résorber tant que les citoyens ne font pas confiance aux institutions publiques et que l'État lui-même reste faible et souvent corrompu.



Serge Paugam, spécialiste des inégalités, de la pauvreté et des formes contemporaines de solidarité. © Dahmane

Est-ce une fatalité ?

Comme le capitalisme financier n'est plus sous contrôle, la mondialisation a un effet direct sur les prix de l'immobilier dans la plupart des grandes métropoles. À Paris, même certains cadres supérieurs sont obligés de franchir le périphérique pour se loger quand ils ont des enfants et les anciennes banlieues rouges se gentrifient. Posséder un logement est devenu une richesse. Il sera difficile d'inverser cette logique tant que nous resterons dans un système capitaliste.

Face à ce constat, que peuvent faire les maires ?

Ils doivent être des garde-fous, surtout s'ils sont charismatiques. Ils doivent faire passer un discours de tolérance, rappeler les règles de la République et appeler à sortir de la logique de l'entre-soi, sinon c'est perdu d'avance. Ils doivent agir par leurs actions mais aussi d'abord par leur fonction de représentation : ils incarnent la République et ses valeurs. Dans certains quartiers, on assiste à une privatisation de l'espace public, on ne peut plus circuler librement, des services se développant uniquement à destination des plus riches. Or, plus les inégalités se creusent, plus l'espace public se rétrécit et plus le lien social dans son ensemble s'affaiblit.

La réduction de l'espace public, où les gens se croisent même s'ils n'appartiennent pas aux mêmes groupes sociaux, menace-t-elle la cohésion de notre société ?

Dans l'espace public, on vit entre égaux, on se croise et se respecte mutuellement, même si l'on est différent socialement. C'est pourquoi la réduction des espaces publics est une très mauvaise nouvelle pour la cohésion sociale. En Inde et au Brésil, ces espaces publics se réduisent comme une peau de chagrin. Nous ne sommes pas encore dans cette situation

en France, mais le renforcement des antagonismes entre groupes sociaux est évident. À terme, on pourrait aboutir à une remise en question des principes de solidarité sur lesquels nos sociétés démocratiques sont construites. Quand les plus riches cherchent uniquement à satisfaire leurs intérêts de classe, la cohésion sociale du pays est fragilisée. Ce n'est pas l'intérêt des riches eux-mêmes, mais rares sont ceux qui en ont vraiment conscience.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME PORIER

* Il a publié récemment avec Bruno Cousin, Camila Giorgetti et Jules Naudet *Ce que les riches pensent des pauvres* (Seuil, 2017), ouvrage réalisé à partir d'une enquête auprès des habitants des beaux quartiers de trois métropoles : Paris, Sao Paulo et Delhi.

(1) Entre 1988 et 1998 sont adoptées plusieurs lois de lutte contre l'exclusion. La France fait partie des rares pays à avoir, au niveau législatif, adopté ce type d'approche. Depuis le 1^{er} décembre 1988, un revenu minimum d'insertion (RMI) est ainsi assuré à toute personne de plus de 25 ans ne bénéficiant pas des allocations chômage. La loi du 29 juillet 1998 vise également à faciliter l'accès à la citoyenneté des personnes "exclues" : leur domiciliation dans des associations leur permet dès lors d'avoir accès au vote ou à l'aide juridictionnelle. La loi prévoit par ailleurs la réquisition de logements vacants. Depuis le 1^{er} janvier 2000, la couverture maladie universelle (CMU) permet aux personnes les plus démunies résidant en France d'accéder gratuitement aux soins médicaux. Enfin, la loi "Borloo" (ou loi de programmation pour la cohésion sociale) du 18 janvier 2005 entend agir sur l'emploi, le logement et l'égalité des chances : fin du monopole de l'ANPE, construction de 500 000 logements sociaux en quatre ans, nouveau service d'accueil des migrants et mise en place d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les nouveaux arrivants sur le sol français.